

RUSTICA S.A

Société anonyme au capital de 14 526 000 euros
Siège social : 57, rue Gaston Tessier – 75019 PARIS
377 981 667 RCS PARIS

**EXTRAIT DU PROCES-VERBAL
DE L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE
EN DATE DU 23 MAI 2023**

«

DEUXIEME RESOLUTION - AFFECTATION DES RESULTATS

L'Assemblée Générale décide d'affecter la perte nette de l'exercice clos le 31 décembre 2022 qui s'élève à - 3 136 416 €, de la manière suivante :

ORIGINE :

- Report à nouveau antérieur	:	-1 403 423 €
- Résultat déficitaire	:	- 3 136 416 €

AFFECTATION

- Au compte « report à nouveau »	:	- 4 539 839 €
----------------------------------	---	---------------

Conformément aux dispositions de l'article 243 bis du CGI, il est précisé que la Société n'a procédé à aucune distribution de dividendes au titre des trois exercices précédents.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité

..... »

Pour extrait certifié conforme à l'original



Vincent MONTAGNE
Président Directeur Général

RUSTICA

Société anonyme
57 rue Gaston Tessier 75019 Paris

Rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2022

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Rustica

Exercice clos le 31 décembre 2022

A l'assemblée générale de la société Rustica,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société Rustica relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2022, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2022 à la date d'émission de notre rapport.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le point exposé dans la note « Evènements significatifs » de l'annexe des comptes annuels concernant le changement de méthode et la correction d'erreur relatifs à l'évaluation de la provision pour indemnité de départ à la retraite.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R. 823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

La note « Recours à des estimations » de l'annexe aux comptes annuels indique les principaux postes des Etats financiers pour lesquels la société a recours à des estimations. Dans le cadre de notre appréciation des règles et méthodes comptables appliquées et des estimations significatives retenues par votre société, nos travaux ont consisté à apprécier les données et les hypothèses sur lesquelles se fondent ces estimations qui ont par nature un caractère incertain, et dont la réalisation est susceptible de différer parfois des données prévisionnelles utilisées, à revoir les calculs effectués par la société, les données sur lesquelles se fondent les provisions constituées et à vérifier que les notes de l'annexe donnent une information appropriée.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D. 441-6 du code de commerce.

Informations relatives au gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans le rapport du conseil d'administration sur le gouvernement d'entreprise, des informations requises par l'article L. 225-37-4 du code de commerce.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société² à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité

Grant Thornton
Patrick Fleytoux

Rustica
Exercice clos le 31 décembre 2022

Page 6 / 6

d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Neuilly-sur-Seine et Paris, le 8 mai 2023

Les commissaires aux comptes

Grant Thornton
Membre français de
Grant Thornton International



Christophe Bonte
Associé

DocuSigned by:
Patrick FLEYTOUX
ABDE1B65F219459...

Patrick Fleytoux

RUSTICA

Etats financiers

Période du 01/01/2022 au 31/12/2022

- SOMMAIRE -

Comptes annuels

Bilan - Actif	3
Bilan - Passif	4
Compte de résultat	5
Evènements significatifs de l'exercice	7

Annexes

Règles et méthodes comptables PRESSE	9
Informations complémentaires	14

Informations Bilan

Immobilisations	16
Eléments du fonds commercial	17
Amortissements	18
Provisions et dépréciations	19
Provisions pour risques et charges	20
Produits à recevoir	21
Charges à payer	22
Charges et produits constatés d'avance	23
Variation des capitaux propres	24
Composition du capital social	25
Créances et dettes	26
Eléments relevant de plusieurs postes de bilan	27

Informations Résultat

Ventilation du chiffre d'affaires	29
Charges et produits exceptionnels	30
Transfert de charges	31
Répartition de l'impôt sur les bénéfices	32

Engagements Financiers

Engagements financiers donnés et reçus	34
Situation fiscale différée et latente	35
Identité des sociétés mères consolidant les comptes de la société	36
Effectif moyen	37
Filiales et participations	38

Dossier de gestion

Comptes annuels

Rubriques	Montant Brut	Amort. Prov.	31/12/2022	31/12/2021
Capital souscrit non appelé				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'établissement				
Frais de développement				
Concessions, brevets et droits similaires	373 313	332 008	41 305	40 324
Fonds commercial	13 628 900	4 420 900	9 208 000	11 719 000
Autres immobilisations incorporelles				
Avances, acomptes sur immo. incorporelles				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel, outillage	4 234	2 747	1 487	2 334
Autres immobilisations corporelles	350 164	255 757	94 406	165 575
Immobilisations en cours				
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
Participations par mise en équivalence				
Autres participations	10 550 450	10 374 450	176 000	900 000
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés	355 765	355 765		
Prêts				
Autres immobilisations financières	97 025		97 025	35 372
ACTIF IMMOBILISE	25 359 850	15 741 627	9 618 223	12 862 605
STOCKS ET EN-COURS				
Matières premières, approvisionnements	569 090	29 153	539 937	345 155
En-cours de production de biens	225 840		225 840	96 972
En-cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis	10 621		10 621	
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes				
CREANCES				
Créances clients et comptes rattachés	4 379 975		4 379 975	4 978 002
Autres créances	5 554 404		5 554 404	5 705 843
Capital souscrit et appelé, non versé				
DIVERS				
Valeurs mobilières de placement (dont actions propres :)	40 000		40 000	100 000
Disponibilités	25 195		25 195	64 899
COMPTES DE REGULARISATION				
Charges constatées d'avance	173 842		173 842	94 742
ACTIF CIRCULANT	10 978 966	29 153	10 949 814	11 385 613
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes de remboursement des obligations				
Ecart de conversion actif				
TOTAL GENERAL	36 338 817	15 770 780	20 568 037	24 248 218

Rubriques	31/12/2022	31/12/2021
Capital social ou individuel (dont versé : 14 526 000)	14 526 000	14 526 000
Primes d'émission, de fusion, d'apport		
Ecarts de réévaluation (dont écart d'équivalence :)		
Réserve légale	1 451 942	1 451 942
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées (dont rés. Prov. fluctuation cours)		
Autres réserves (dont achat œuvres originales artistes)		
Report à nouveau	-1 403 423	-2 686 439
RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	-3 136 416	1 250 880
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
CAPITAUX PROPRES	11 438 102	14 542 383
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
AUTRES FONDS PROPRES		
Provisions pour risques	968 570	647 057
Provisions pour charges	390 680	401 184
PROVISIONS	1 359 250	1 048 241
DETTES FINANCIERES		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières divers (dont empr. participatifs)	13 828	30 860
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	21 500	21 500
DETTES D'EXPLOITATION		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	2 680 550	2 245 767
Dettes fiscales et sociales	814 870	859 091
DETTES DIVERSES		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	277 936	716 106
COMPTES DE REGULARISATION		
Produits constatés d'avance	3 962 000	4 784 270
DETTES	7 770 684	8 657 594
Ecarts de conversion passif		
TOTAL GENERAL	20 568 037	24 248 218

Rubriques	France	Exportation	31/12/2022	31/12/2021
Ventes de marchandises				
Production vendue de biens	13 339 978	-30 799	13 309 179	15 068 678
Production vendue de services	1 874 783	-26 009	1 848 774	2 279 504
CHIFFRES D'AFFAIRES NETS	15 214 761	-56 808	15 157 953	17 348 182
Production stockée			126 355	-76 243
Production immobilisée				
Subventions d'exploitation			5 591	
Reprises sur dépréciations, provisions (et amortissements), transferts de charges			574 071	884 957
Autres produits			10 262	4 587
PRODUITS D'EXPLOITATION			15 874 232	18 161 483
Achats de marchandises (y compris droits de douane)			-11 777	1 669
Variation de stock (marchandises)				
Achats de matières premières et autres approvisionnements (et droits de douane)			1 318 630	1 152 820
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)			-183 884	-248 777
Autres achats et charges externes			11 346 225	11 598 564
Impôts, taxes et versements assimilés			83 728	126 417
Salaires et traitements			1 921 964	2 604 060
Charges sociales			812 309	767 677
DOTATIONS D'EXPLOITATION				
Sur immobilisations : dotations aux amortissements			115 314	92 713
Sur immobilisations : dotations aux dépréciations			2 511 000	
Sur actif circulant : dotations aux dépréciations			1 753	13 177
Dotations aux provisions			37 608	265 960
Autres charges			33 468	29 363
CHARGES D'EXPLOITATION			17 986 338	16 403 644
RESULTAT D'EXPLOITATION			-2 112 106	1 757 839
OPERATIONS EN COMMUN				
Bénéfice attribué ou perte transférée				
Perte supportée ou bénéfice transféré				
PRODUITS FINANCIERS				
Produits financiers de participations				
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé				
Autres intérêts et produits assimilés			14 800	69
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges				570 327
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
PRODUITS FINANCIERS			14 800	570 396
Dotations financières aux amortissements, dépréciations et provisions			1 448 000	698 000
Intérêts et charges assimilées			1 209	-95
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
CHARGES FINANCIERES			1 449 209	697 905
RESULTAT FINANCIER			-1 434 409	-127 509
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS			-3 546 515	1 630 330

Rubriques	31/12/2022	31/12/2021
Produits exceptionnels sur opérations de gestion		
Produits exceptionnels sur opérations en capital	325 017	
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges		
PRODUITS EXCEPTIONNELS	325 017	
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion		
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	6 535	
Dotations exceptionnelles aux amortissements, dépréciations et provisions		
CHARGES EXCEPTIONNELLES	6 535	
RESULTAT EXCEPTIONNEL	318 482	
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise	-46 143	46 143
Impôts sur les bénéfices	-45 474	333 307
TOTAL DES PRODUITS	16 214 049	18 731 879
TOTAL DES CHARGES	19 350 465	17 480 999
BENEFICE OU PERTE	-3 136 416	1 250 880

EVENEMENTS SIGNIFICATIFS

Changement de méthode :

Conformément à la dernière mise à jour de la recommandation ANC 2013-02 du 7-13-2013 modifiée le 5-11-2021, le Groupe Média-Participations a décidé d'adopter la nouvelle méthode de répartition des droits à prestations de ses régimes à prestations définies en vertu desquels une indemnité n'est due que si le salarié est présent à la date de son départ en retraite, dont le montant dépend de l'ancienneté et est plafonnée à un certain nombre d'années de services consécutives.

Pour rappel, jusqu'alors le Groupe étalait son engagement de manière linéaire sur l'ensemble de la période d'emploi des salariés. L'adoption de la nouvelle méthode de répartition lui permettra d'étaler l'engagement uniquement à compter de la date à laquelle chaque année de services compte pour l'acquisition des droits à prestation, c'est-à-dire sur la période précédant l'âge de départ en retraite permettant d'atteindre le plafond.

Effet des changements sur les capitaux propres d'ouverture

Ce changement a conduit à une reprise partielle de la provision existante à hauteur de 32K€. Cet impact est comptabilisé dans les capitaux propres.

Postes de l'exercice précédent retraités selon les nouvelles méthodes

Pour assurer la comparabilité des exercices, l'information ci-dessous présente les principaux postes 2021 retraités selon la nouvelle méthode comptable

	31/12/22	31/12/21 (retraité)	31/12/21 (publiées)
Passif – Provisions pour risques	(361 838€)	(32 136€)	(382 317€)
Résultat – Dotations aux provisions d'exploitations	(21 494€)	33 151€	(118 781€)

Correction d'erreur :

Le Groupe a modifié le mode de calcul de la probabilité de présence du salarié à l'âge de son départ en retraite, en application de l'avis CNCC EC 2018-17 de 2018, qui ne retient dans l'estimation des prévisions de départ que les démissions, à l'exclusion des licenciements et de ruptures conventionnelles. Cette modification constitue une correction d'erreur, dont les impacts sont également déterminés à l'ouverture de l'exercice 2022 (impact P&L).

Annexes

PRINCIPES COMPTABLES APPLIQUES

Les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2022 sont établis suivant les principes, règles et méthodes comptables découlant du plan comptable général (règlement ANC 2014-03, modifié par les règlements ANC 2015-06, 2016-07 et 2018-07 et 2020-05).

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base : continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, indépendance des exercices, conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

RECOURS A DES ESTIMATIONS

La préparation des états financiers nécessite de la part de la Direction l'utilisation d'estimations et d'hypothèses jugées raisonnables, susceptibles d'avoir un impact sur l'application des méthodes comptables, sur les montants des actifs, des passifs, des produits et des charges figurant dans les états financiers ainsi que sur les informations figurant en notes annexes.

Ces estimations et hypothèses sont déterminées sur la base de la continuité de l'exploitation en fonction des informations disponibles à la date de leur établissement, de l'expérience passée et d'autres facteurs considérés comme raisonnables au vu des circonstances. Elles s'inscrivent dans le contexte de crise économique et financière actuelle dont l'ampleur et la durée ne peuvent être anticipées avec précision.

Les estimations et hypothèses retenues servent de base à l'exercice du jugement rendu nécessaire à la détermination des valeurs comptables d'actifs et de passifs qui ne peuvent être obtenues directement à partir d'autres sources. Les valeurs réelles peuvent être différentes des valeurs estimées.

A chaque clôture, ces hypothèses et estimations peuvent être révisées si les circonstances sur lesquelles elles étaient fondées ont évolué ou si de nouvelles informations sont à disposition des dirigeants.

Les principaux postes des états financiers sur lesquels portent ces jugements, estimations et hypothèses sont les suivants :

- Les malis techniques affectés au fonds de commerce et leurs tests de dépréciation
- La valorisation des titres de participations et leurs dépréciations
- La valorisation des stocks et leurs dépréciations
- Le montant des provisions pour litiges,
- Le montant des provisions pour indemnité de fin de carrière.

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou à la valeur d'apport.

Les malis techniques ont été affectés en 2016 aux actifs sous-jacents déterminés par l'activité de la société.

L'ensemble des fonds de commerce et des malis techniques figurant à l'actif de la société est regroupé par actif de même nature et testé globalement.

La valeur comptable est testée au regard de la valorisation de l'actif sous-jacent.

Les éléments incorporels autres que les fonds de commerce qui ne se déprécient pas avec le temps ne sont pas amortis.

Les logiciels sont amortis exceptionnellement sur une durée de douze mois lorsqu'ils ont une valeur inférieure à 5 000 euros et en linéaire sur 3 ans au delà.

Le fonds de commerce a été apporté en 1990 lors de la constitution de la société Rustica. Sa valeur représente essentiellement la marque Rustica, le Portefeuille des abonnés à la revue, les recettes publicitaires, les droits sur les éditions de livres, pour un montant de 13 628 900 euros déprécié pour 1 909 900 euros.

IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou à la valeur d'apport et sont analysées par composant en fonction de leur durée d'utilité.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant la durée de vie prévue.

Les taux les plus couramment pratiqués sont les suivants :

Immobilisations Corporelles	Amortissements pour dépréciation	Durée de vie prévue
Installations Techniques ; Matériels et outillages	Linéaire/Dégressif	04 à 05 ans
Installations Générales ; Agencements ; Aménagements	Linéaire	08 à 10 ans
Matériel de transport	Linéaire	05 ans
Matériel de bureau et informatique	Linéaire/Dégressif	03 à 05 ans
Mobilier	Linéaire	02 à 10 ans

IMMOBILISATIONS FINANCIERES

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence, elle peut-être complétée d'une provision pour risques.

La valeur d'inventaire estimée des titres de participation correspond à la valeur d'utilité. Cette dernière est appréciée au regard des indicateurs chiffrés historiques et prévisionnels propres aux métiers de chaque filiale.

STOCKS

La valeur brute des marchandises et des approvisionnements comprend le coût d'achat et les frais accessoires.

Les produits fabriqués sont valorisés au coût de production comprenant les consommations et les charges directes de production.

Les stocks sont valorisés selon la méthode des coûts moyens pondérés.

Une provision pour dépréciation et mévente des stocks est déterminée au cas par cas.

CREANCES

Les créances sont valorisées à la valeur nominale et une provision est constituée lorsque le non-recouvrement de ces créances est probable.

Créances représentées par des effets de commerce : N/A

CHARGES CONSTATES D'AVANCE

Les charges constatées d'avance à la clôture de l'exercice correspondent à des charges ordinaires liées à l'exploitation normale de l'entreprise.

CAPITAL SOCIAL

La composition du capital social ainsi que les coordonnées des sociétés mères consolidantes se trouvent dans un tableau annexe.

Toutes les actions sont libérées avec Média-Participations Paris comme principal actionnaire.

PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

Les informations chiffrées figurent dans des tableaux annexes.

Une provision pour indemnités de départ à la retraite destinée à couvrir les indemnités payables aux collaborateurs du groupe à l'occasion de leur départ en retraite est constituée. Elle est calculée, collaborateur par collaborateur, de la façon suivante :

- A partir du salaire actuel (primes comprises) du collaborateur, on calcule son salaire à l'âge de la retraite (« salaire à terme ») en tablant sur une progression moyenne de 2,67 % par an.
- En fonction de ce salaire à terme, de son ancienneté et de la convention collective applicable en l'espèce, on détermine le montant de l'indemnité théorique due.

- Cette indemnité théorique est ensuite pondérée par deux facteurs :

1 - un coefficient de mortalité calculé en fonction de l'âge et du sexe du collaborateur, selon la table de mortalité établie par l'INSEE (table France métropolitaine 2018-2020);

2 - un taux de départ moyen sur 3 ans dans le groupe jusqu'à l'âge de la retraite selon le tableau suivant :

Age	Taux
Moins de 30 ans	13.31 %
De 30 à 40 ans inclus	4.42 %
De 41 à 50 ans inclus	1.30 %
De 51 à 60 ans inclus	1.08 %
Plus de 60 ans	0 %

L'indemnité ainsi pondérée est provisionnée au prorata de l'ancienneté acquise par rapport à l'ancienneté théorique à l'âge de la retraite.

La provision est ensuite actualisée au taux de 3,72 % pour être ramenée à sa juste valeur à la date de clôture. Pour tenir compte des charges sociales à payer, une provision complémentaire globale de 43 % est aussi établie.

Les entreprises du groupe qui ont pour usage de donner une gratification lors de l'obtention de la médaille du travail ont provisionné cet engagement.

Il est calculé avec des paramètres similaires à ceux utilisés pour les indemnités de fin carrière : taux de progression des salaires, probabilité de présence dans l'entreprise, taux d'actualisation etc.

DETTES

Les dettes figurent au bilan pour leur valeur nominale.

CREANCES ET DETTES EN MONNAIES ETRANGERES

Les créances et les dettes en monnaies étrangères sont converties et comptabilisées en euros sur la base du dernier cours de change.

Lorsque l'application du taux de conversion à la date de l'arrêté des comptes a pour effet de modifier les montants en euros précédemment comptabilisés, les différences de conversion sont inscrites :

- à l'actif, lorsque la différence correspond à une perte latente;
- au passif, lorsque la différence correspond à un gain latent.

Les pertes latentes entraînent la constitution d'une provision pour risques.

PRODUITS CONSTATES D'AVANCE

Les abonnements ou les souscriptions pour lesquels les paiements interviennent avant la livraison sont par nature des produits constatés d'avance. A chaque fin de période comptable on rattache aux produits constatés d'avance la partie du chiffre d'affaires correspondant aux livraisons restant à servir.

TRESORERIE

Media Participations Paris a conclu le 1er octobre 2021 avec l'ensemble de ses filiales une convention permettant la mise en place d'un système de gestion centralisée de leur trésorerie respective (conventions de "cash pooling"). Cette convention de trésorerie prévoit de centraliser les opérations de trésorerie sur un compte centralisateur "Netting".

Cette centralisation, réalisée en nivelant quotidiennement et automatiquement les comptes propres des filiales vers le compte centralisateur, permet une gestion optimale aussi bien du recours au crédit que du placement des excédents de trésorerie.

Les avances faites en euros par la Société Centralisatrice à la société Filiale portent intérêts mensuellement au taux €STR majoré de 1%. Celles faites en euros par la Société Filiale à la Société Centralisatrice portent intérêts mensuellement au taux €STR.

Il est précisé que si le taux €STR devenait négatif, le taux des avances serait alors réputé égal à 0%.

Les comptes courants dans le cadre des conventions de cash pooling entre Media Participations Paris et ses filiales sont présentés en autres dettes lorsque leur solde est créditeur et en autres créances lorsque leur solde est débiteur.

AUTRES INFORMATIONS

L'engagement de versement à une fondation d'entreprise « Rustica », constituée en 2020, de 150k€ sur une période de 5 ans (dont 30k€ versés en 2020) est concrétisé par l'inscription dans un compte de trésorerie bloquée à l'actif du bilan.

Il a été décidé de ne pas comptabiliser la totalité de l'engagement en charge dès la constitution de la fondation, mais de constater cette charge selon le plan pluriannuel de versements. Le compte bloqué au profit du CIC est la contrepartie de la caution donnée par la banque au profit de la fondation pour garantir les versements du fondateur.

IMPOTS SUR LES SOCIETES

Une convention d'intégration fiscale a été conclue avec la société Média Participations Paris. Celle-ci prévoit que la société filiale versera à titre de contribution au paiement de l'impôt sur les sociétés une somme égale à l'impôt qui aurait grevé son résultat et ou sa plus-value nette à long terme de l'exercice, si elle avait été imposée séparément.

CHIFFRE D'AFFAIRES

Les ventes brutes réalisées par les messageries de presse ou par les régies publicitaires sont comptabilisées en chiffre d'affaires et les commissions revenant à ces intermédiaires sont comptabilisées en charges.

PRODUITS ET CHARGES FINANCIERS

Produits et charges financiers concernant les entreprises liées :

Le détail chiffré de ces éléments figurent dans un tableau annexe.

CHARGES ET PRODUITS EXCEPTIONNELS

Une définition restrictive des charges et produits exceptionnels a été retenue : il s'agit des charges et des produits résultant d'évènements ou d'opérations clairement distincts des activités ordinaires de l'entreprise et qui sont censés se reproduire rarement.

TRANSFERT DE CHARGES

Ce compte permet de transférer des sommes qui ont été initialement comptabilisées en charges vers des comptes de bilan (sommes acquittées pour le compte de tiers) ou vers une autre catégorie de charges.

Le détail chiffré des transferts de charges se trouve dans un tableau annexe.

TRANSACTIONS AVEC DES PARTIES LIEES

Les transactions entre les parties liées ont été conclues à des conditions normales de marché, à ce titre elles ne nécessitent pas d'informations complémentaires visées à l'article R. 123-198 11°.

REMUNERATIONS ALLOUEES AUX DIRIGEANTS

La communication de cette information conduirait à individualiser les sommes versées aux organes de direction.

EVENEMENTS SIGNIFICATIFS INTERVENUS APRES LA CLOTURE

Néant

Informations Bilan

Rubriques	Début d'exercice	Réévaluation	Acquisit., apports
FRAIS D'ETABLISSEMENT ET DE DEVELOPPEMENT			
AUTRES POSTES D'IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	13 981 213		21 000
Terrains			
Dont composants			
Constructions sur sol propre			
Constructions sur sol d'autrui			
Const. Install. générales, agenc., aménag.			
Install. techniques, matériel et outillage ind.	4 234		
Installations générales, agenc., aménag.	115 709		2 491
Matériel de transport	104 469		21 963
Matériel de bureau, informatique, mobilier	170 955		5 361
Emballages récupérables et divers	7 200		
Immobilisations corporelles en cours			
Avances et acomptes			
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	402 567		29 815
Participations évaluées par mise en équivalence			
Autres participations	10 550 450		
Autres titres immobilisés	355 765		
Prêts et autres immobilisations financières	35 372		61 653
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	10 941 587		61 653
TOTAL GENERAL	25 325 368		112 467

Rubriques	Virement	Cession	Fin d'exercice	Valeur d'origine
FRAIS D'ETABLISSEMENT ET DEVELOPPEMENT				
AUTRES POSTES IMMOB. INCORPORELLES			14 002 213	
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions, installations générales, agenc.				
Installations techn., matériel et outillages ind.			4 234	
Installations générales, agencements divers			118 200	
Matériel de transport		39 963	86 469	
Matériel de bureau, informatique, mobilier		38 022	138 294	
Emballages récupérables et divers			7 200	
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES		77 985	354 398	
Participations évaluées par mise équivalence				
Autres participations			10 550 450	
Autres titres immobilisés			355 765	
Prêts et autres immobilisations financières			97 025	
IMMOBILISATIONS FINANCIERES			11 003 240	
TOTAL GENERAL		77 985	25 359 850	

Eléments	Valeurs nettes	Durée amortissement
FONDS COMMERCIAL (valeur brute : 13 628 900)	9 208 000	ans ans ans ans ans ans ans
TOTAL	9 208 000	

Rubriques	Début d'exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
Frais d'établissements et développement				
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles	260 013	20 019		280 032
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	260 013	20 019		280 032
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions installations générales, agenc., aménag.				
Installations techniques, matériel et outillage industriels	1 900	847		2 747
Installations générales, agenc. et aménag. divers	45 320	57 586		102 906
Matériel de transport	68 664	18 361	33 500	53 525
Matériel de bureau et informatique, mobilier	118 775	18 502	37 950	99 327
Emballages récupérables, divers				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	234 659	95 295	71 450	258 504
TOTAL GENERAL	494 672	115 314	71 450	538 536

VENTILATION DES MOUVEMENTS AFFECTANT LA PROVISION POUR AMORTISSEMENTS DEROGATOIRES

Rubriques	Dotations			Reprises			Mouvements amortissements fin exercice
	Différentiel de durée et autres	Mode dégressif	Amort.fisc. exception.	Différentiel de durée et autres	Mode dégressif	Amort.fisc. exception.	
Frais établis.							
Fonds Cial							
Autres. INC.							
INCORPOREL.							
Terrains							
Construct.							
- sol propre							
- sol autrui							
- installations							
Install. Tech.							
Install. Gén.							
Mat. Transp.							
Mat bureau							
Embal récup.							
CORPOREL.							
Acquis. titre							
TOTAL							

Charges réparties sur plusieurs exercices	Début d'exercice	Augmentations	Dotations	Fin d'exercice
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes de remboursement des obligations				

Rubriques	Début d'exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
Provisions gisements miniers, pétroliers				
Provisions pour investissement				
Provisions pour hausse des prix				
Amortissements dérogatoires				
Dont majorations exceptionnelles de 30 %				
Provisions pour prêts d'installation				
Autres provisions réglementées				
PROVISIONS REGLEMENTEES				
Provisions pour litiges	200 000		180 000	20 000
Provisions pour garanties données aux clients	9 735	15 976		25 711
Provisions pour pertes sur marchés à terme				
Provisions pour amendes et pénalités				
Provisions pour pertes de change				
Provisions pour pensions, obligations similaires	401 184	21 632		390 680
Provisions pour impôts				
Provisions pour renouvellement immobilisations				
Provisions pour gros entretiens, grandes révis.				
Provisions charges soc. fisc. sur congés à payer				
Autres provisions pour risques et charges	437 322	724 000	238 463	922 859
PROVISIONS RISQUES ET CHARGES	1 048 241	761 608	418 463	1 359 250
Dépréciations immobilisations incorporelles	1 961 876	2 511 000		4 472 876
Dépréciations immobilisations corporelles				
Dépréciations titres mis en équivalence				
Dépréciations titres de participation	9 650 450	724 000		10 374 450
Dépréciations autres immobilis. financières	355 765			355 765
Dépréciations stocks et en cours	53 185	1 753	25 785	29 153
Dépréciations comptes clients				
Autres dépréciations				
DEPRECIATIONS	12 021 275	3 236 753	25 785	15 232 243
TOTAL GENERAL	13 069 516	3 998 361	444 248	16 591 494
Dotations et reprises d'exploitation		2 550 361	444 248	
Dotations et reprises financières		1 448 000		
Dotations et reprises exceptionnelles				
Dépréciation des titres mis en équivalence à la clôture de l'exercice				

Provisions pour risques et
charges

Rubriques	Situation et mouvements				
	Provisions au début de l'exercice	Augmentations dotations de l'exercice	Diminutions		Provisions à la fin de l'exercice
			Montants utilisés au cours de l'exercice	Montants non utilisés repris au cours de l'ex.	
Litiges sociaux	200 000		180 000		20 000
Litiges commerciaux	9 735	15 976			25 711
Provision départ en retraite	382 317	11 657	32 136		361 838
Provision médaille du travail	18 867	9 975			28 842
Provision situation nette négative	114 000	724 000			838 000
Clause de conscience des journalistes	323 321		26 970	211 491	84 860
TOTAL	1 048 240	761 608	239 106	211 491	1 359 251

Compte	Libellé	31/12/2022	31/12/2021	Ecart
PRODUITS A RECEVOIR				
CLIENTS ET COMPTES RATTACHES				
41830001	CLIENTS - FACTURES A ETABLIR HG GL	133 748,82	172 140,50	-38 391,68
41830002	CLIENTS - FACTURES A ETABLIR GROUPE	97 432,51	81 084,66	16 347,85
TOTAL CLIENTS ET COMPTES RATTACHES		231 181,33	253 225,16	-22 043,83
AUTRES CREANCES				
40983001	FOURN. - AVOIRS NON PARVENUS HG GL	20 940,79	105 841,82	-84 901,03
40983002	FOURN. - AVOIRS NON PARVENUS GROUPE	56 063,27		56 063,27
43871000	INDEMNITES SECURITE SOCIALE	3 608,72	9 252,16	-5 643,44
46870000	PRODUITS A RECEVOIR	18 359,33		18 359,33
TOTAL AUTRES CREANCES		98 972,11	115 093,98	-16 121,87
TOTAL PRODUITS A RECEVOIR		330 153,44	368 319,14	-38 165,70

Compte	Libellé	31/12/2022	31/12/2021	Ecart
CHARGES A PAYER				
EMPRUNTS ET DETTES FINANCIERES				
16886000	INTERETS PARTICIPATION SALARIES	469,87	1 048,66	-578,79
TOTAL EMPRUNTS ET DETTES FINANCIERES		469,87	1 048,66	-578,79
DETTES FOURNISSEURS CPTES RATTACH				
40810001	FOURN - FACTURES NON PARVENUES HG (265 261,74	506 706,17	-241 444,43
40810002	FOURN - FACTURES NON PARVENUES GROU		4 922,66	-4 922,66
40830001	FOURN - FACTURES NON PARVENUES HG G	1 375 595,28	1 225 354,18	150 241,10
40830002	FOURN - FACTURES NON PARVENUES GRO	19 676,17	6 466,89	13 209,28
TOTAL DETTES FOURNISSEURS CPTES RATTACH		1 660 533,19	1 743 449,90	-82 916,71
AUTRES DETTES				
419800P	CLIENTS - AVOIRS A ETABLIR		360 873,77	-360 873,77
41983001	CLIENTS - AVOIRS A ETABLIR HG GL	276 736,83		276 736,83
46860000	PROVISION DROITS D'AUTEURS		7 278,65	-7 278,65
TOTAL AUTRES DETTES		276 736,83	368 152,42	-91 415,59
DETTES FISCALES ET SOCIALES				
42820000	DETTE POUR CONGES PAYES (BRUT)	150 038,29	159 929,52	-9 891,23
42840000	DETTE POUR PARTICIPATIONS SALARIES		41 666,92	-41 666,92
42850000	PROVISION INTERESSEMENT VERSE SALAR		109 762,00	-109 762,00
42862000	PERSONNEL - AUTRES CHARGES A PAYER	88 173,40	148 887,06	-60 713,66
42863000	DETTE PROV.PRIMES	89 849,58		89 849,58
43820000	CHARGES SOCIALES SUR CONGES A PAYER	66 262,30	71 799,23	-5 536,93
43861000	CHARGES SOCIALES SUR 13E MOIS		-1 226,85	1 226,85
43862000	CHARGES SOCIALES AUTRES CHARGES A P		52 711,96	-52 711,96
43863000	CHARGES SOCIALES SUR PROVISIONS PRI	34 324,91		34 324,91
43865000	CAP FORMATION CONTINUE & APPRENT.	1 182,65	254,25	928,40
43867000	AGEFI EMPLOI HANDICAPES	2 751,00	2 023,00	728,00
44860000	ETAT - AUTRES CHARGES A PAYER	17 044,00	8 522,00	8 522,00
44865100	ETAT CET A PAYER	8 522,00	8 522,00	
44865400	TAXES SUR VEHICULES DE SOCIETE	2 000,00	3 084,00	-1 084,00
TOTAL DETTES FISCALES ET SOCIALES		460 148,13	605 935,09	-145 786,96
TOTAL CHARGES A PAYER		2 397 888,02	2 718 586,07	-320 698,05

**Charges et produits constatés
d'avance**

Compte	Libellé	31/12/2022	31/12/2021	Ecart
CHARGES CONSTATEES D'AVANCE				
48610001	CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE GL	173 841,58	94 742,31	79 099,27
TOTAL CHARGES CONSTATEES D'AVANCE		173 841,58	94 742,31	79 099,27
PRODUITS CONSTATES D'AVANCE				
48710001	PRODUITS CONSTATES D'AVANCE GL	-2 219,40	-129 715,12	127 495,72
48729000	ABONNEMENTS À VENTILER	-3 959 780,50	-4 654 554,63	694 774,13
TOTAL PRODUITS CONSTATES D'AVANCE		-3 961 999,90	-4 784 269,75	822 269,85

Situation à l'ouverture de l'exercice		Solde	
Capitaux propres avant distributions sur résultats antérieurs		14 542 383	
Distributions sur résultats antérieurs			
Capitaux propres après distributions sur résultats antérieurs		14 542 383	
Variations en cours d'exercice		En moins	En plus
Variations du capital			
Variations des primes liées au capital			
Variations des réserves			
Variations des subventions d'investissement			
Variations des provisions réglementées			
Autres variations			32 135
Résultat de l'exercice		3 136 416	
	SOLDE	3 104 281	
Situation à la clôture de l'exercice		Solde	
Capitaux propres avant répartition			11 438 102

Catégories de titres	Nombre de titres			Valeur nominale
	à la clôture de l'exercice	créés pendant l'exercice	remboursés pendant l'exercice	
Actions ordinaires	952 500			15,25
Actions amorties				
Actions à dividende prioritaire sans droit de vote				
Actions préférentielles				
Parts sociales				
Certificats d'investissements				

ETAT DES CREANCES	Montant brut	1 an au plus	plus d'un an
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres immobilisations financières	97 025	33 000	64 025
Clients douteux ou litigieux			
Autres créances clients	4 379 975	4 379 975	
Créance représentative de titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés	650	650	
Sécurité Sociale et autres organismes sociaux	3 609	3 609	
Etat, autres collectivités : impôt sur les bénéfices			
Etat, autres collectivités : taxe sur la valeur ajoutée	508 283	508 283	
Etat, autres collectivités : autres impôts, taxes, versements assimilés			
Etat, autres collectivités : créances diverses			
Groupe et associés	4 945 329	4 945 329	
Débiteurs divers	96 533	96 533	
Charges constatées d'avance	173 842	173 842	
TOTAL GENERAL	10 205 245	10 141 220	64 025

Montant des prêts accordés en cours d'exercice
Montant des remboursements obtenus en cours d'exercice
Prêts et avances consentis aux associés

ETAT DES DETTES	Montant brut	1 an au plus	plus d'1 an,-5 ans	plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes à 1 an maximum à l'origine				
Emprunts et dettes à plus d' 1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers	13 828	13 828		
Fournisseurs et comptes rattachés	2 680 550	2 680 550		
Personnel et comptes rattachés	338 070	338 070		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	215 910	215 910		
Etat : impôt sur les bénéfices				
Etat : taxe sur la valeur ajoutée	214 185	214 185		
Etat : obligations cautionnées				
Etat : autres impôts, taxes et assimilés	46 706	46 706		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Groupe et associés				
Autres dettes	277 936	277 936		
Dettes représentatives de titres empruntés				
Produits constatés d'avance	3 962 000	3 962 000		
TOTAL GENERAL	7 749 184	7 749 184		

Emprunts souscrits en cours d'exercice
Emprunts remboursés en cours d'exercice
Emprunts, dettes contractés auprès d'associés

Rubriques	Entreprises liées	Participations	Dettes, créances en effets comm.
ACTIF IMMOBILISE			
Capital souscrit non appelé			
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles			
Avances et acomptes sur immobilisations corporelles			
Participations		10 550 450	
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres titres immobilisés			
Autres immobilisations financières			
ACTIF CIRCULANT			
Avances et acomptes versés sur commandes			
Créances clients et comptes rattachés		689 403	
Autres créances		56 063	
Capital souscrit appelé, non versé			
Valeurs mobilières de placement			
Disponibilités			
DETTES			
Emprunts obligataires convertibles			
Autres emprunts obligataires			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit			
Emprunts et dettes financières divers			
Avances et acomptes reçus sur commandes			
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		336 043	
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés			
Autres dettes			

Informations Résultat

Nature des charges	Montant	Imputation au compte
Cession d'immobilisation corporelle	6 535	67520000
TOTAL		6 535

Nature des produits	Montant	Imputation au compte
Cession d'immobilisation corporelle	19 169	77520000
Produit exceptionnel divers	305 847	77880000
TOTAL		325 017

Nature des transferts	Montant	Imputation au compte
Transfert de charges d'exploitation	129 823	79110000
TOTAL	129 823	

Repartition de l'impôt sur les bénéfices

Répartition	Résultat avant impôt	Impôt dû	Résultat net après impôt
Résultat courant	-3 546 514	-45 474	-3 501 040
Résultat exceptionnel à court terme	318 481		318 481
Résultat exceptionnel à long terme			
Participation des salariés	46 142		46 142
Créance d'impôt à raison des bénéfices fiscaux antérieurs			
RESULTAT COMPTABLE	-3 181 891	-45 474	-3 136 417

Engagements Financiers

**Engagements financiers donnés
et reçus**

Engagements donnés						
Catégories d'engagements	Total	Au profit de				
		Dirigeants	Filiales	Participations	Autres entreprises liées	Autres
Nantissement compte bancaire	40 000					40 000
TOTAL	40 000					40 000

Engagements reçus						
Catégories d'engagements	Total	Accordés par				
		Dirigeants	Filiales	Participations	Autres entreprises liées	Autres
Abandon de créance PGV	1 000 000		1 000 000			
Ligne de crédit	50 000				50 000	
TOTAL	1 050 000		1 000 000		50 000	

Engagements réciproques						
Catégories d'engagements	Total	Dirigeants	Filiales	Participations	Autres entreprises liées	Autres
TOTAL						

Rubriques	Montant
IMPOT DU SUR :	
Provisions réglementaires :	
Provisions pour hausse de prix	
Provisions pour fluctuation des cours	
Provisions pour investissements	
Amortissements dérogatoires	
Subventions d'investissement	
TOTAL ACCROISSEMENTS	
IMPOT PAYE D'AVANCE SUR :	
Charges non déductibles temporairement (à déduire l'année suivante) :	
Congés payés	
Participation des salariés	
Autres	
A déduire ultérieurement :	
Provisions pour propre assureur	90 460
Autres	
TOTAL ALLEGEMENTS	90 460
SITUATION FISCALE DIFFEREE NETTE	-90 460

IMPOT DU SUR :

Plus-values différées

CREDIT A IMPUTER SUR :

Déficits reportables

Moins-values à long terme

SITUATION FISCALE LATENTE NETTE

**Identite des sociétés mères
consolidant les comptes de la
société**

Dénomination sociale - siège social	Forme	Montant capital	% détenu
MEDIA PARTICIPATIONS 1 à 7, Avenue Paul Henri SPAAK 1060 BRUXELLES	SCA	55 110 173	
MEDIA PARTICIPATIONS PARIS 15/27, rue MOUSSORGSKI 75018 PARIS	SA	101 696 810	100,00 %

Effectifs	Personnel salarié	Personnel à disposition de l'entreprise
Cadres et employés	39	
TOTAL	39	

Dénomination Siège Social	Capital Capitaux Propres	Q.P. Détenue Divid.encaiss.	Val. brute Titres Val. nette Titres	Prêts, avances Cautions	Chiffre d'affaires Résultat
FILIALES (plus de 50%)					
PGV MAISON 57, rue Gaston TESSIER - 75019 PARIS	940 000 175 697	100	7 883 079		4 847 413 -371 828
CAMBIUM MEDIA SOLUTIONS 57, rue Gaston TESSIER - 75019 PARIS	200 000 -837 790	100	2 667 371		1 129 620 -723 793
		0,00			
		0,00			
		0,00			
		0,00			
PARTICIPATIONS (10 à 50%)					
		0,00			
		0,00			
		0,00			
		0,00			
		0,00			
		0,00			
AUTRES PARTICIPATIONS					
		0,00			
		0,00			
		0,00			
		0,00			
		0,00			
		0,00			

Dossier de gestion